



Conseil de sécurité

Distr. générale
10 septembre 2008

Original : français

Lettre datée du 9 septembre 2008, adressée au Président du Conseil de sécurité par le Secrétaire général

J'ai l'honneur de vous faire tenir ci-joint le texte d'une communication datée du 22 août 2008 que j'ai reçue du Secrétaire général délégué de l'Organisation du Traité de l'Atlantique Nord (voir annexe).

Je vous serais reconnaissant de bien vouloir porter cette communication à l'attention des membres du Conseil de sécurité.

(Signé) **Ban Ki-moon**



Annexe

**Lettre datée du 22 août 2008, adressée au Secrétaire
général par le Secrétaire général délégué
de l'Organisation du Traité de l'Atlantique Nord**

[Original : anglais]

En application des résolutions 1386 (2001) et 1510 (2003) du Conseil de sécurité, j'ai l'honneur de vous faire tenir ci-joint le rapport sur les activités de la Force internationale d'assistance à la sécurité pour la période allant de février à avril 2008 (voir pièce jointe).

Je vous saurais gré de bien vouloir le porter à l'attention des membres du Conseil de sécurité.

(*Signé*) Claudio **Bisogniero**

Pièce jointe

Rapport trimestriel sur les activités de la Force internationale d'assistance à la sécurité

Introduction

1. Le présent rapport porte sur la période allant du 1^{er} février 2008 au 30 avril 2008. Au 26 avril 2008, l'effectif de la Force internationale d'assistance à la sécurité (FIAS) était de 48 357 soldats originaires de 26 pays membres de l'OTAN et de 2 328 soldats de 15 pays non membres.

2. Pendant toute la période considérée, la Force internationale a continué à prêter assistance au Gouvernement de la République islamique d'Afghanistan conformément aux résolutions du Conseil de sécurité. Du 1^{er} février 2008 au 30 avril 2008, la FIAS a subi 202 pertes : 30 morts et 149 blessés au combat, et 2 morts et 21 blessés non imputables au combat. Les grands thèmes ont été ceux-ci :

a) L'objectif principal des opérations de la FIAS était de maintenir la pression exercée sur les forces d'opposition armée tout en consolidant le partenariat avec les Forces nationales de sécurité afghanes. Les effectifs et les capacités de l'armée nationale afghane ont continué de s'accroître. Les opérations conjointes qui ont été menées, en particulier dans le sud et l'est du pays, ont contribué à battre en brèche les visées des forces d'opposition armée et à renforcer les compétences de l'armée afghane;

b) La FIAS continuera à intensifier ses efforts grâce à l'impulsion donnée à ses opérations durant les mois d'hiver. D'important renforts terrestres des États-Unis et de la France étofferont la capacité de l'OTAN à l'est et au sud. Les forces nationales de sécurité afghanes continueront de recevoir des responsabilités accrues dans la planification et l'exécution des opérations futures. En partenariat avec elles, la FIAS continuera à mener des opérations pour étendre l'autorité du Gouvernement et assurer la sécurité, afin de faciliter les travaux de reconstruction et de développement de la communauté internationale. Le prochain problème pour les Forces nationales de sécurité afghanes sera l'exécution d'un plan de sécurité complet pour l'enregistrement des électeurs dans tout le pays en vue des prochaines élections.

État de la sécurité

3. L'activité des forces d'opposition armées dans tout le pays pendant le trimestre s'est ressentie des lourdes pertes subies par leurs chefs et leurs sanctuaires. Incapables d'établir de grandes formations pour combattre la FIAS et les forces de la coalition, ces forces se sont surtout attaquées aux Forces nationales de sécurité afghanes, et notamment à la Police nationale, en utilisant généralement des engins explosifs improvisés. Les forces d'opposition armées qui ont vraiment essayé d'unir les combattants et les dirigeants ont essayé à la fois d'empêcher le Gouvernement d'assurer la sécurité et le développement et de protéger leurs lignes de communication tout en attaquant celles des forces amies. Dans les commandements régionaux, la situation est la suivante :

a) **Commandement régional de Kaboul.** On a constaté la baisse du nombre d'attaques par les forces d'opposition armées. La découverte d'un grand nombre de caches d'armes, notamment dans le district de Surobi, est jugée comme

un indice de coopération accrue avec les habitants. Mais vu le succès de ces forces lors de l'attentat contre l'hôtel Serena au trimestre dernier, la menace d'une attaque « spectaculaire » contre des cibles rentables de choix subsiste;

b) **Commandement régional Nord.** Malgré l'augmentation progressive du nombre d'incidents dans la région, la situation est restée stable mais sujette parfois à des flambées de violence. L'influence de personnages au bras long continue de gêner le regroupement des forces d'opposition armées dans le commandement Nord. Mais en raison de ses liens plus étroits avec l'Ouest et les pays de sa frontière nord, il a été le théâtre de la majorité des manifestations – dont la première – contre les caricatures danoises et la vidéo de la députée néerlandaise critiquant l'islam. Bien qu'actuellement en sourdine, la rhétorique politique a commencé et on pense qu'elle va encore s'enfler, fortement influencée par le front du Nord;

c) **Commandement régional Ouest.** De grandes étendues du commandement Ouest restent stables du fait d'un contrôle régional ferme (comme à Herat) et des efforts de développement de la communauté internationale. Le climat a gêné l'aptitude des forces d'opposition armées à se déplacer et à attaquer librement, la majorité des attaques ayant visé les forces nationales de sécurité afghanes. Mais des parties du commandement Ouest servent encore de lignes de communication et de zones de transit aux forces d'opposition armées pour entrer au nord du commandement Sud;

d) **Commandement Sud.** La majorité des attaques a eu lieu dans cette région. Les forces d'opposition armées ont beau avoir souffert de problèmes de direction dans leur tactique et leurs méthodes, leur cohésion, notamment chez les Taliban, reste la plus forte dans les provinces du sud par rapport au reste du théâtre d'opération. C'est ce qui expliquerait que ces forces soient de plus en plus disposées à accepter que plus de civils soient victimes d'attentats de type terroriste contre des objectifs publics;

e) **Commandement Est.** Les opérations combinées (FIAS et Forces nationales de sécurité afghanes) ont fait pression sans relâche sur les forces d'opposition armées pendant l'hiver. Ces opérations, ainsi que celles, coordonnées, de sécurité et de développement sont de mieux en mieux vues par les tribus locales. Certes, l'infiltration de fournitures et de combattants dans l'intérieur et les tirs indirects à la frontière pakistanaise s'accroissent, mais les forces d'opposition armées n'ont toujours pas résolu leurs problèmes de direction, et une lutte intestine oppose les chefs et les tribus. Dans certaines régions, les forces ont perdu de l'influence qu'elles voudront bien sûr à tout prix recouvrer.

Armée nationale afghane

4. Malgré le rythme des opérations rapide, l'armée nationale afghane fait des progrès constants. On prévoit qu'elle atteindra les résultats visés dans les délais fixés par le Commandement combiné pour la transition des services de sécurité en Afghanistan et par le Gouvernement afghan. Les grandes questions sont celles-ci :

a) **Capacités.** L'armée nationale afghane continue de faire des progrès tangibles mais reste encore loin de pouvoir monter des opérations indépendantes. Pour devenir une force autonome, elle doit améliorer son aptitude à effectuer des opérations de combat, à assurer la planification logistique et à planifier et diriger les opérations. Ses forces aspirent à avoir plus de responsabilités dans la planification et

la conduite des opérations et d'ailleurs la majorité de celles de la FIAS sont combinées avec l'armée, dont plus de la moitié des unités sont jugées aptes à la contre-insurrection avec l'appui de la FIAS et de la coalition. L'armée a des unités qui sont déjà pleinement opérationnelles et on prévoit que d'autres le deviendront d'ici à la fin de 2008;

b) Effectifs. L'augmentation des effectif à 80 000 hommes a été approuvée. Au 30 avril 2008, le personnel en poste était d'environ 54 000 hommes, dont environ 29 000 disponibles pour les opérations;

c) Matériel. En général, la situation s'améliore peu à peu mais il faut un appui constant au développement global de l'armée. Les efforts des nations pour aider le Groupe des Huit à l'équiper s'améliorent mais restent très insuffisants. Un appui accru en matériel et pour la formation et l'appui s'impose donc;

d) Formation. La pénurie persistante en équipes de tutorat et de liaison gêne beaucoup le développement de l'armée car ces petites équipes d'officiers et de sous-officiers jouent un rôle primordial dans ses progrès par une interaction quotidienne avec ses unités. De plus, cette pénurie lèse indirectement le développement de la Police nationale afghane car elle oblige à capter des ressources qui pourraient lui servir. La création de telles équipes reste donc une priorité pour l'OTAN.

Police nationale afghane

5. La Police nationale afghane exigera encore beaucoup d'efforts pour atteindre la capacité souhaitée. Bien qu'elle aide, dans une certaine mesure, avec environ 78 000 agents, aux opérations de l'armée nationale afghane et de la coalition, il lui faut d'urgence l'appui substantiel de la communauté internationale pour renforcer la sécurité en Afghanistan. La coordination entre organismes internationaux intéressés à développer, à former et à équiper la police est primordiale pour étendre l'autorité et l'emprise du Gouvernement. Il s'agit de ceci :

a) Le besoin d'équipes de mentorat policier – correspondant aux équipes de mentorat et de liaison – se fait encore sentir. Environ 30 % de ces équipes ont été déployées dans tout l'Afghanistan. Leur déploiement en nombres suffisants reste prioritaire;

b) Le programme de développement de district, lancé dans les sept districts, est le principal projet en cours du Commandement combiné pour la transition des services de sécurité en Afghanistan. Il vise à renforcer les capacités de la police, à transformer les agents en uniforme en un service loyal au peuple afghan et aux intérêts nationaux du pays; à créer une justice inquisitoire, à renforcer les liens entre la police en uniforme et les personnalités et le personnel des provinces, des régions et du pays; et à développer la capacité du Ministère de l'intérieur en assistant sa direction. Les premiers districts prenant part à ce cycle de développement en sont au stade final du programme et subissent un processus de tutorat et de validation. Le deuxième cycle, qui intéresse cinq districts, en est à la phase III, et leurs policiers reçoivent une formation centralisée dans les centres régionaux de formation.

Lutte contre les stupéfiants

6. Le lien entre l'industrie illégale des stupéfiants et l'insurrection a été indéniable au cours de la période considérée, entretenant davantage l'instabilité et la corruption qui menacent tous les rouages administratifs, y compris les autorités de police et l'état de droit en général, et entravant également en définitive toute possibilité véritable de reconstruction et de développement. Dans le cadre de son mandat et de ses ressources, la FIAS a continué d'appuyer les principales forces gouvernementales d'interception, à savoir la Force afghane spéciale de lutte contre les stupéfiants et l'Unité nationale d'interception. Le Gouvernement, avec l'appui de la FIAS, a mené avant les plantations une campagne d'information qui semble avoir donné quelques résultats positifs. La FIAS a également fourni un appui logistique à des opérations de lutte contre les stupéfiants.

Pays voisins

7. Les événements d'Afghanistan ont été influencés par l'état de la politique et de la sécurité au Pakistan dont l'armée a opéré avec plus ou moins de succès dans toutes les zones tribales sous administration fédérale et dans la province de la frontière du Nord-Ouest, tant pour réprimer les militants que pour contrôler les points de passage vers l'Afghanistan. Or, les dernières élections ont amené au pouvoir un nouveau gouvernement de coalition qui a offert de négocier avec les militants dans le cadre de son projet de réformes économiques et judiciaires dans les zones tribales sous administration fédérale – base d'une stratégie face aux militants. Mais les cessez-le-feu actuels avec ceux-ci risquent fort de faire passer les combattants du Pakistan à l'Afghanistan pour les luttes de l'été. La Commission tripartite qui réunit la FIAS et les chefs d'état-major afghan et pakistanais ne s'est pas réunie pendant la période considérée mais les travaux de ses sous-comités ont continué.

Réforme judiciaire et état de droit

8. La visibilité de la FIAS quant au système judiciaire et pénal afghan reste limitée. Il n'y a guère de changement depuis la période précédente. Il s'avère que le système pénal continue de souffrir d'engorgement de corruption et d'archivage défectueux. La corruption est endémique et les principes du droit sont peu connus et mal compris. Le recours à la loi tribale ou à la charia reste prédominant. Les observations suivantes sont à faire :

- a) L'adoption d'une législation par le Parlement afghan progresse lentement. Or sans elle les institutions judiciaires ont du mal à faire respecter la loi;
- b) Les institutions de justice officielles exigent des efforts renouvelés et plus cohérents pour se renforcer et se restructurer. Plusieurs programmes sont en cours, avec un appui international au développement de l'infrastructure et à la formation des juges et des procureurs.

Démantèlement des groupes armés illégaux

9. L'appui apporté par la FIAS au démantèlement des groupes armés illégaux est demeuré inchangé. Le rythme d'exécution et l'orientation du programme sont définis par le Gouvernement, mais les représentants de la FIAS participent aux séances hebdomadaires du secrétariat mixte afin de déterminer l'assistance et le

soutien nécessaires, que la Force apporte dans les limites des ressources dont elle dispose. À l'échelon des districts, le programme de démantèlement en est à sa troisième phase de mise en œuvre.

Gouvernance

10. Les progrès en matière de gouvernance restent lents. Le rayon d'action et l'influence du Gouvernement central restent limités. La corruption, la culture d'impunité et la solidité des liens tribaux continuent de miner le système parlementaire naissant et empêchent l'adoption rapide des textes législatifs nécessaires. Les principaux événements et problèmes sont les suivants :

a) La création de la Direction autonome des administrations publiques locales a été un fait positif pour l'amélioration de la gouvernance au niveau infranational. Cette initiative reflète la prise de conscience de la nécessité de relier les populations locales à l'administration centrale et met l'accent sur l'importance des structures traditionnelles tribales et de proximité pour la gouvernance locale. C'est dans ce contexte qu'a germé l'idée du Programme afghan d'action sociale, qui vise à rendre les communautés locales davantage responsables de leur propre sécurité. Le Programme a également pour but d'assurer la sécurité et le développement des communautés en échange de leur loyauté envers le Gouvernement et de leur coopération dans la lutte contre l'insurrection. En principe, la Direction autonome des administrations publiques locales est responsable de la nomination des gouverneurs de province et de district et des maires. Depuis sa création en août 2007, la Direction a nommé un gouverneur dans 70 à 75 districts sur 364. Malgré ces débuts prometteurs, elle manque de ressources et les nominations peuvent encore se faire sans son approbation;

b) Il faut continuer de mettre en place, à l'échelon infranational, des institutions gouvernementales compétentes, honnêtes, impartiales et durables auxquelles tous les Afghans peuvent accéder si l'on veut asseoir la crédibilité et la légitimité du Gouvernement dans l'ensemble du pays. Cependant, ce processus essentiel est ralenti par l'antipathie que suscite l'administration centrale, par la corruption généralisée et par le manque de moyens institutionnels, à la fois du point de vue des infrastructures et du capital humain. Il faudra du temps et un soutien constant de la part de la communauté internationale pour apporter une solution à ces problèmes. La situation en matière de sécurité doit s'améliorer durablement pour permettre le renforcement de la gouvernance et du développement. Il faut également lutter contre les effets corrosifs de la corruption, du népotisme et des luttes entre chefs de guerre, qui sont en train de miner rapidement la confiance envers le Gouvernement.

Développement

11. L'absence d'une stratégie de réduction de la pauvreté convenue entre le Gouvernement et la communauté internationale continue de faire obstacle à un progrès durable et appréciable dans le pays. Des efforts ont incontestablement été déployés dans certains domaines, mais l'amélioration concrète du quotidien de l'Afghan moyen continue de poser problème. Cette menace pour la légitimité du Gouvernement et de l'administration, associée au risque d'insécurité alimentaire, est particulièrement préoccupante et exige une action efficace, rapide et intégrée de la part de toutes les parties prenantes en Afghanistan. La communauté internationale

doit agir de manière plus coordonnée pour encadrer le travail du Gouvernement central s'agissant de l'élaboration d'un cadre de mise en œuvre de la Stratégie nationale de développement de l'Afghanistan et de la définition des priorités et du calendrier y afférents.

12. L'aide apportée par l'OTAN dans le domaine de la reconstruction et du développement doit également être renforcée grâce à une action ciblée et cohérente en appui à la stratégie de développement du Gouvernement afghan. Les équipes de reconstruction provinciales continuent d'élargir le champ d'action du Gouvernement et de la communauté internationale, mais, par souci de cohérence et d'efficacité, il faut veiller à ce que leurs efforts concordent avec la Stratégie nationale de développement et fassent l'objet d'un suivi.

**Coopération entre l'OTAN et la Mission d'assistance
des Nations Unies en Afghanistan**

13. Au nom de la Mission d'assistance des Nations Unies en Afghanistan (MANUA), le commandement de forces interarmées de Brunssum a organisé une conférence de coordination pour l'Afghanistan, du 26 au 29 février 2008. Cette conférence, à laquelle ont notamment assisté des représentants du Gouvernement afghan et de la communauté internationale, avait pour objet d'encourager les parties représentées à adopter une stratégie plus intégrée.
